

# COVID-19 : la Guinée ébranlée mais pas vaincue !

Numéro spécial consacré au COVID-19  
en Guinée n° 003 /Septembre 2020



A gauche Mme BALDE remettant symboliquement les dons sanitaires au Représentant du gouvernorat de Conakry

Depuis le 12 mars dernier, la Guinée fait face à la rude épreuve de la maladie à coronavirus. La Guinée a su s'appuyer sur son expérience du virus Ebola COVID-19 pour organiser son plan national de riposte contre la COVID-19

*Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.*

## Equipe du Bulletin

### **Administrateur Général**

Dr. Ibrahima KOUROUMA, Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire

### **Directeur de la Publication**

M. Ibrahima CAMARA, Directeur National de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU)

### **Conseillers éditoriaux**

Gwendoline Mennetrier

Claude A. Meutchehe Ngomsi

### **Conseillers à la Rédaction**

Nene Mariama BALDE

Alain NGONO

### **Rédacteur en Chef**

Ismael Kabiné CAMARA

### **Collaboration**

Balla CAMARA

Mohamed Lamine TRAORE

Martial GUIDOLO

Sékou CAMARA

Mamady CISSE

Mamadou Korka KOULIBALY

## Editorial : Ensemble, nous vaincrons le coronavirus !

### Chères lectrices, chers lecteurs,

La présente publication, comme vous pouvez le constater, est essentiellement consacrée à l'actualité sanitaire mondiale, la pandémie du coronavirus.

En Guinée, le premier cas de coronavirus (ou COVID-19) a été signalé le 12 mars 2020 à Conakry. Depuis, la propagation s'est accrue atteignant même quelques villes de l'intérieur du pays comme Boké, Kindia, Faranah, Labé et Télimélé.

Face à la gravité de cette situation, le Président de la République, Son Excellence Pr. Alpha CONDE, dans sa volonté sinon de stopper net, tout au moins de minimiser la chaîne de contamination et en accord avec les partenaires bi et multilatéraux, notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a annoncé plusieurs mesures.

Ce fut d'abord la fermeture des établissements d'enseignement, puis l'interdiction des vols commerciaux et la déclaration de l'état d'urgence sanitaire... ensuite l'interdiction des voyages entre Conakry l'épicentre et les préfectures du pays, ... enfin, le port obligatoire des bavettes.

Comme le montre le constat, cette pandémie touche beaucoup plus les milieux urbains que ruraux et exigent par conséquent une implication plus forte des autorités publiques concernées pour une riposte énergique, au premier rang desquelles le ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire.

Naturellement, l'application de ces mesures devrait impacter les conditions de travail et de vie de tous, surtout les couches défavorisées, principalement les personnes vivant dans les quartiers précaires et dans les établissements informels.

C'est pourquoi, en prévision aux conséquences économiques et sociales de cette maladie dévastatrice, et en vue d'alléger le poids sur les ménages et les activités économiques, le Gouvernement guinéen a mis en place un plan de riposte de plus de trois mille milliards de francs guinéens. Ce plan s'articule autour de trois axes principaux que sont : la santé, le social et le secteur privé.

Au plan social, par exemple, on peut citer la gratuité de l'électricité, de l'eau et des transports publics (Bus et train Conakry-Express), qui touche directement les ménages durant trois mois à compter du mois d'avril dernier.

Dans la même lancée, en appui aux efforts du Gouvernement, le Programme des Nations-Unies pour les Etablissements Humains, l'ONU-Habitat, a mobilisé des partenaires publics et privés autour d'un projet dénommé « Riposte solidaire multi-acteurs à la pandémie du COVID-19 à Conakry ». Ce projet a mobilisé entre autres acteurs publics et privés, le ministère de l'Information et de la Communication, le Gouvernorat de la ville de Conakry, l'Organisation Mondiale de la Santé, la banque panafricaine Afriland First Bank, ainsi que mon Département.

Cette initiative d'une valeur monétaire de 100 000 dollars, vise à toucher près de 5 000 ménages dans les quartiers les plus pauvres de Conakry ; Ceci, à travers les volets sensibilisation et formation, fourniture des kits sanitaires et alimentaires ainsi que l'évaluation de l'impact immédiat et à moyen terme du COVID-19 sur le logement, les jeunes, les femmes et les TIC dans les établissements informels.

Aussi, l'Union européenne à travers son programme indicatif national (PIN) du 11<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement (FED) y apporte, un financement complémentaire de 40 000 euros.

Fort des actions et initiatives combinées du gouvernement et celles des organisations partenaires internationales, je puis vous assurer, chers lecteurs qu'ensemble, nous vaincrons la maladie à coronavirus. Mais attention, ce combat nous le gagnerons, si et seulement si, nous continuons à respecter les mesures barrières. A la prochaine !

Bonne lecture à toutes et à tous !



Par Dr. Ibrahima KOUROUMA Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire © cellule de Com' MVAT

## Réponse institutionnelle de l'ONU-Habitat à la COVID-19 en Afrique

La concentration des cas de COVID-19 dans les agglomérations urbaines a transformé les villes en épice de la pandémie propulsant du même coup, le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat) agence onusienne chargée des questions urbaines, au-devant de la scène comme l'un des acteurs majeurs appelé à contribuer à la riposte contre la maladie.

Or, la réalité est que nos villes, bien avant le déclenchement de la pandémie, étaient déjà sujettes à de nombreux défis intensifiant d'une part les inégalités d'accès aux services publics (soins, transports, électricité, loisirs, éducation, sécurité, etc.) et la vulnérabilité face à des catastrophes ou événements extrêmes d'autre part.

En guise de contribution à la riposte mondiale contre la COVID-19, la réponse institutionnelle de l'ONU-Habitat a été de deux ordres : analyse situationnelle de l'impact et appuis programmatiques et financiers aux ripostes nationales.

D'abord, il s'est agi d'effectuer des recherches pour une meilleure compréhension de l'impact socio-économique de la maladie sur les villes et plus particulièrement les quartiers précaires et leurs résidents.

Sur ce chapitre, une étude sur l'impact de la COVID-19 sur les villes africaines a été menée en collaboration avec la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA), le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU), la Banque africaine de développement (BAD) et Shelter Afrique.

Des enquêtes plus spécifiques ont aussi été menées dans nombre de pays africains en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec le handicap en rapport avec leurs moyens de subsistance et accès aux services durant la pandémie.

### Le Système des Nations-Unies et le plan national de riposte

Dans le cadre de la réponse multisectorielle contre le COVID19, le Système des Nations-Unies, selon une formule « Unis dans l'action », a mobilisé toutes ses Agences résidentes ou non, pour assister la Guinée dans sa préparation à la prévention et la réponse d'urgence sanitaire. Le Système des Nations-Unies est intervenu sur plusieurs fronts. Notamment la surveillance épidémiologique et la sécurisation des points frontières ; le dépistage, la prise en charge des malades, la logistique et le soutien opérationnel ainsi que la communication et l'engagement communautaire. C'est donc dans ce cadre de la réponse multisectorielle contre le COVID19 que s'inscrivent les actions de l'ONU-Habitat en Guinée.

Ensuite, l'appui concret aux initiatives nationales de riposte contre la COVID-19 à travers la distribution des kits de prévention, la sensibilisation et la formation sur les gestes barrières et la mobilisation communautaire, des appuis financiers et le renforcement des capacités des très petites entreprises et innovations sociales dans les quartiers précaires.

A cet effet, une dotation spéciale de la directrice exécutive de l'ONU-Habitat, Mme Maimunah Mohd Sharif, d'un million de dollars a été répartie à quelques pays africains pour des interventions d'urgence.

De la même manière, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) a accordé un financement de deux millions de dollars à l'ONU-Habitat afin de soutenir les efforts de redressement au niveau national.

Au total, les pays africains suivants sont bénéficiaires, à ce jour, de l'appui de l'ONU-Habitat à la lutte contre la COVID-19: le Cameroun, la Guinée, l'Ethiopie, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria, le Ghana, et le Sud-Soudan.

L'ONU-Habitat travaille actuellement à la mobilisation des ressources pour la recherche des solutions collectives aux impacts à moyen et long terme de la COVID-19 en vue d'une plus grande résilience des villes dans l'avenir.

## COVID-19 : la Guinée ébranlée mais pas vaincue !



A gauche Mme BALDE remettant symboliquement les dons sanitaires au Représentant du gouvernorat de Conakry

Depuis le 12 mars dernier, la Guinée fait face à la rude épreuve de la maladie à coronavirus. L'on croyait que la Guinée, forte de son expérience du virus Ebola était bien préparée pour contrer le COVID-19. A la survenue du premier cas confirmé à Conakry, la vitesse de contamination au quotidien, est allée plus vite que prévue.

Face à cette situation, que fallait-il faire pour tenter de rassurer, ralentir à défaut de rompre, la chaîne de contamination ? Comme tous les autres Etats, la Guinée a annoncé une série de mesures de précautions et de prudence qu'ont dit mesures barrières qui vont pour l'essentiel, à la distanciation sociale au lavage des mains en passant par le port obligatoire des masques/bavettes.

Bien plus, le Gouvernement a pris la décision de confiner le pays au trafic aérien, exception faite aux vols humanitaires. Dans la foulée, il a aussi été instauré des couvre-feux, tous les jours, de 21 heures à 5 heures du matin. Également, les tenanciers des transports publics (taxi-autos, taxi-motos) ont été contraints de limiter le nombre de passagers au strict minimum, restreignant drastiquement les libertés de déplacements à Conakry, l'épicentre de la pandémie. A ces mesures, s'ajoute l'interdiction de déplacement entre Conakry et les autres villes du pays profond.

En outre, sur le plan social, le Gouvernement s'est vu contraint de fermer- ne serait-ce que temporairement-les salles de classes à tous les échelons de l'appareil éducatif : élémentaire, primaire, secondaire, universitaire, technique et professionnel sur toute l'étendue du territoire national. Conséquence, les élèves ont raté près de 2, 3 mois de cours, l'année scolaire et universitaire était même, un moment, menacée, les cours en ligne initiés par le département en charge de l'éducation ne satisfaisaient pas tous en raison de la disparité sociale et économique.

Beaucoup d'élèves ou de parents d'élèves n'ont pas de postes récepteurs de radio et de télévision, faute de moyens. Cette couche défavorisée pour la plupart vit dans des établissements informels et des bidonvilles. Ces zones sont le plus souvent surpeuplées avec des équipements de transports publics d'un autre âge, des logements insalubres et des infrastructures de santé limitées et sous-équipées. Toutes ces réalités rendent difficile,

compliqué voire impossible, le respect des mesures barrières pour juguler l'épidémie.

Qu'en est-il de l'effondrement de l'économie locale issue de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat ? Du fait de la baisse du volume des transactions liées à la réduction de la mobilité des personnes et des biens, plusieurs filières telles la banane, la mangue, la pomme de terre, et les produits artisanaux pour ne citer que ceux-ci ont enregistré des pertes financières énormes.

Ces mesures ont, sans conteste, ébranlé les habitants de Conakry. Etant donné que la majorité écrasante d'entre eux dépendent des petits métiers qui ne leur donnent pas le choix de rester confinés à la maison, il n'y a donc de l'option que de sortir chercher le quotidien au jour le jour.

Pour atténuer les effets du COVID-19, le Premier ministre a annoncé en début du mois d'avril dernier, un plan de riposte économique d'une valeur de 3 000 milliards de francs guinéens. Ce plan tourne autour de 30 mesures regroupées

en trois axes principaux. Premier axe, la santé. Pour vaincre la pandémie, l'Etat guinéen consacre 1.000 milliards de francs guinéens destiné à la prise en charge sanitaire, aux dépistages, à la surveillance, à la logistique etc. Le deuxième axe concerne le secteur social qui se matérialise par la gratuité de l'électricité et de l'eau potable entre autres, durant trois mois à compter du mois d'avril. Et le troisième axe, le secteur privé sera soulagé du report de paiement des impôts et taxes pendant trois mois pour l'ensemble des petites et moyennes entreprises. Sauf que certaines catégories sociales telles des personnes vivant avec un handicap, des femmes et jeunes sans revenus stables risquent de payer le plus lourd tribut de cette pandémie.

Qu'à cela ne tienne, ces mesures d'accompagnement combinées à un sursaut national, ont aidé les Guinéens qui ont consenti d'énormes sacrifices à venir à bout de l'ennemi commun. Même s'il est trop tôt de crier victoire, mais l'espoir de la remporter sous peu, gagne de plus en plus les esprits

#### Quelques mesures gouvernementales visant à contrer le COVID-19

- Plan national de riposte économique
- Fermeture puis réouverture des frontières aériennes
- Couvre-feux
- Port obligatoire des masques
- Interdiction de regroupement de plus de 20 personnes
- Fermeture et réouverture progressive des mosquées et églises
- Fermeture et réouverture des écoles
- Mise en place d'un comité scientifique
- Réduction du nombre de passagers dans les transports publics
- Instauration du service minimum dans les administrations publiques, mixtes et privées

## L'ONU-Habitat et l'Union européenne mettent à disposition des équipements sanitaires aux populations défavorisées à Conakry



© ONU-Habitat , août 2020

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Riposte solidaire multi-acteurs contre le COVID-19 à Conakry », l'ONU-Habitat, l'Union européenne et leurs partenaires ont procédé à la remise officielle des équipements sanitaires aux autorités du gouvernorat de la ville de Conakry. C'était le mercredi 12 août 2020 dans l'enceinte de la Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU).

Face à cette situation, que fallait-il faire pour tenter de rassurer, ralentir à défaut de rompre, la chaîne de contamination ? Comme tous les autres États, la Guinée a annoncé une série de mesures de précautions et de prudence qu'on dit mesures barrières qui vont pour l'essentiel, à la distanciation sociale au lavage des mains en passant par le port obligatoire des masques/bavettes.

Bien plus, le Gouvernement a pris la décision de confiner le pays au trafic aérien, exception faite aux vols humanitaires. Dans la foulée, il a aussi été instauré des couvre-feux, tous les jours, de 21 heures à 5 heures du matin. Également, les tenanciers des transports publics (taxi-autos, taxi-motos) ont été contraints de limiter le nombre de passagers au strict minimum, restreignant drastiquement les libertés de déplacements à Conakry, l'épicentre de la pandémie. A ces

mesures, s'ajoute l'interdiction de déplacement entre Conakry et les autres villes du pays profond.

En outre, sur le plan social, le Gouvernement s'est vu contraint de fermer - ne serait-ce que temporairement - les salles de classes à tous les échelons de l'appareil éducatif : élémentaire, primaire, secondaire, universitaire, technique et professionnel sur toute l'étendue du territoire national. Conséquence, les élèves ont raté près de 2, 3 mois de cours, l'année scolaire et universitaire était même, un moment, menacée, les cours en ligne initiés par le département en charge de l'éducation ne satisfaisaient pas tous en raison de la disparité sociale et économique.

Beaucoup d'élèves ou de parents d'élèves n'ont pas de postes récepteurs de radio et de télévision, faute de moyens. Cette couche défavorisée pour la plupart vit dans des établissements informels



Une vue des invités. © ONU-Habitat /aout 2020

et des bidonvilles. Ces zones sont le plus souvent surpeuplées avec des équipements de transports publics d'un autre âge, des logements insalubres et des infrastructures de santé limitées et sous-équipées. Toutes ces réalités rendent difficile,

A noter que les équipements sanitaires, objet de la cérémonie de remise sont composés de : 75 000 masques, 500 cartons de savons, 50 machines de lavage de mains, 50 savons en liquide et 50 cuves de 1000 litres.

Pour rappel, le projet « Riposte solidaire multi-acteurs contre le COVID-19 à Conakry » est financé à hauteur de 100 000 dollars grâce à une dotation spéciale de la Directrice exécutive de l'ONU-Habitat en soutien à la lutte contre le COVID-19 en Guinée. En outre, l'Union européenne apporte une contribution de 40 000 euros à travers le Programme de Développement et d'Assainissement Urbain en Guinée (SANITA) – Villes Durables qu'elle finance.

Tableau de répartition des kits sanitaires

No	Catégorie de cible	Nombre de cibles touchées	MATÉRIELS ET FOURNITURES À DISTRIBUER				
			Masques	Cartons de savon	Machine lave-main	Cuve d'eau	Savon liquide
1	Marché	15	22 500	105	30	30	30
2	Quartiers précaires	5	7 500	35	-	-	-
3	Associations de Personnes vivant avec le handicap	5	2 500	35	-	-	-
4	Associations de femmes à faible moyen	6	2 700	32	-	-	-
5	Associations de jeunes	6	2 700	30	-	-	-
6	Orphelinats	5	2 250	30	5	5	5
7	OBC/PME locales de fabrication des EPI contre la COVID	5	2 375	30	-	-	-
8	OBC/PME locales de collecte des déchets	5	2 375	30	-	-	-
9	Débarcadères	5	6 250	30	5	5	5
10	Gares routières	4	5 000	24	4	4	4
11	Structures de Santé	10	11 600	59	6	6	6
12	Lieux de culte	5	2 250	25	-	-	-
13	Prison	1	500	5	-	-	-
14	Réseau des MC2 et MUFA	5	4 500	30	-	-	-
<b>TOTAL</b>		<b>82</b>	<b>75 000</b>	<b>500</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>





Vue d'un ménage au quartier Dabondi, commune de Matoto. © ONU-Habitat , juillet 2020

## Conakry : l'ONU-Habitat et l'UE enquêtent sur l'impact socioéconomique du COVID-19

Comme le reste du monde, l'Afrique a été prise de court par l'apparition de l'épidémie à CORONAVIRUS en décembre 2019. Depuis, la pandémie fait des victimes et met à rude épreuve, les économies des Etats africains.

Pour l'une des rares fois, une épidémie panique, bouleverse et met à rude épreuve, voir en échec, les systèmes de santé des plus performants et affecte avec une rare violence, les économies jusque-là les plus stables. Que fallait-il faire ? Croiser les bras et laisser la situation empirer et décimer les populations urbaines les plus vulnérables parce que plus exposées ? Assurément non ! Il fallait agir et vite. C'est alors que le Programme des Nations-Unies pour les établissements humains qui a vite évalué la mesure de la situation pandémique, a pris les taureaux par les cornes.

Ainsi, la Directrice Exécutive de l'Organisation onusienne – ONU-Habitat - a cru opportun, de lancer de toute urgence, une initiative visant à venir en appoint aux efforts des gouvernements et des organisations locales à base communautaire pour atténuer les effets dévastateurs du COVID-19 dans les quartiers informels de certaines capitales africaines. Dont Conakry, en République de Guinée. Cette action de l'ONU-Habitat d'une enveloppe de 100 mille dollars est soutenue par l'Union européenne qui a bien voulu y mettre une partie des fonds de SANITA Villes Durables à hauteur de 40 mille euros.

Pour la mise en œuvre du projet, l'ONU-Habitat-Guinée à travers le projet SANITA Villes Durables, a constitué une coalition d'acteurs publics (ministères) et privés (institutions nationales et internationales) en vue d'un projet participatif nommé « Riposte solidaire multi-acteurs contre le COVID19 à Conakry ». Ce projet d'une durée de trois mois s'articule autour de trois principaux piliers qui sont les suivants :

Toutes ces activités sont à date réalisées et bouclées. En ce qui concerne le cas spécifique de l'enquête sur l'impact socioéconomique du COVID19 à Conakry, ses résultats montrent- à titre d'exemple- que 96,88% des ménages touchés ont été économiquement affectés. De manière

explicite, 29,64% des ménages disent avoir perdu leurs sources de revenus à cause du COVID19, et 17,68 % déclarent avoir des difficultés d'honorer leurs factures de logement.

Par ailleurs, au plan national, la Direction nationale des études économiques et de la Prévision (DNEEP) a aussi mené en juin dernier, une enquête sur l'impact du COVID19 sur l'économie guinéenne. Dans la deuxième partie de ce rapport intitulé « impact du COVID19 sur les ménages », il ressort que 21% des ménages ont eu des difficultés à accéder à l'eau potable.

Quant à l'accès des enfants aux services de santé, 30% des ménages disent avoir été affectés par le Coronavirus. Soit un effectif de 684201 sur un total de 2279847 ménages en Guinée.

S'agissant des violences physiques et verbales, 20% des ménages enquêtés affirment que CORONAVIRUS a favorisé l'augmentation des violences physiques et verbales.

Concernant l'impact de la pandémie sur les revenus, 30% des ménages à l'échelle nationale, affirment que le COVID19 a causé la baisse des revenus à plus de 50%. Et 88% des ménages estiment pouvoir tenir la situation entre un et deux mois alors que seulement 2% des ménages disent pouvoir supporter la situation jusqu'à 6 mois.

Pour rappel, la coalition en charge du projet « Riposte solidaire multi-acteurs contre le COVID-19 à Conakry » rassemble plusieurs acteurs, dont l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en Guinée, le Programme des Volontaires des Nations-Unies, la Banque Afriland First Bank en Guinée, l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire, le ministère de la Communication, le ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, le ministère des Transports, le Gouvernorat de Conakry, les cinq communes de Conakry.

### LE PROJET COVID19 EN CHIFFRES

- L'enquête été menée par 6 volontaires des Nations-Unies et 10 agents de la DATU sur l'impact socioéconomique auprès de 500 ménages dans 15 quartiers défavorisés des cinq communes de Conakry
- L'achat et la distribution des équipements et des kits de prévention contre la pandémie (6 motos, 75 000 masques, 50 cuves de 1000 litres, 500 cartons de savon, 50 machines à laver les mains, 50 savons liquide de 300ml) a
- L'acquisition des services de communication et de sensibilisation relatifs à la conception des messages (10 fresques murales, 5 grands panneaux publicitaires, 21 mini-panneaux, 500 autocollants, un court métrage, 15 banderoles, 4 capsules)

### Le Corona virus interpelle pour une restructuration de la ville de Conakry

L'une des mesures restrictives afin de stopper la propagation du corona virus est le regroupement de masse. Malgré les différentes interdictions de regroupement, il continue à se faire beaucoup plus à l'intérieur des logements qu'à l'extérieur.

Ce regroupement intérieur se fait dans les quartiers à travers les types de logements groupés autour d'une cour intérieure où la densification des maisons est très élevée, collées les unes aux autres parfois sans terrasses appropriées provoquant des fois le rétrécissement de la cour commune pour des raisons économiques. Ce qui conduit à la précarité dans la manière d'habiter avec les toilettes communes insalubres et la gestion des déchets tant solides que liquides qui continuent à poser la question d'hygiène à l'intérieur des quartiers. Toutes ces conditions amènent à respecter difficilement certaines mesures barrières contre le Corona virus.

Voyant le mode d'habiter de la majorité de la population de Conakry, il y a encore beaucoup plus de risque à craindre concernant la propagation du virus, car la plupart des logements sont dans un état d'insalubrité intérieure inédite qui se reflète à l'extérieur par des immondices de déchets solides et le ruissellement pêle-mêle des eaux usées et vannes. Et pourtant le virus Corona se propage dans l'air de la même manière que les mauvaises odeurs des déchets qui pourraient contenir certaines bactéries et pourquoi pas ce virus.

Corona a montré que le logement demeure l'un des plus grands problèmes de la ville de Conakry car les trois quarts de sa population vivent dans une précarité indescriptible où manquent toutes les commodités d'un habitat durable.

En plus, les espaces libres qu'ils soient publics ou privés manquent dans toutes les communes de la ville et ils contribuent à l'épanouissement des populations surtout dans les logements que nous qualifions de cour commune. Ils pourraient permettre à respecter la distanciation. Alors comment pourrait-on lutter efficacement contre cette épidémie quand les pays dits développés peinent à se remettre malgré leurs moyens et commodités nettement supérieurs ? Et nous, qui ne sommes même pas arrivés à ce stade ?

Le Corona virus a révélé qu'il y a un déséquilibre entre la croissance démographique de la ville de Conakry et les équipements hospitaliers existants : les CHU de Donka et Ignace Deen. Ils n'arrivent plus à répondre aux besoins sanitaires des populations.

La situation géographique de ces deux (02) établissements cause assez de difficultés d'accessibilité pour les malades venant des périphéries de la ville de Conakry qui sont aussi nombreux. Donc, il y a urgence à penser à la construction d'un troisième CHU à l'entrée de la ville de Conakry surtout que Conakry a étendu ses limites jusqu'à Coyah et Dubréka (voire même Boffa et Forécariah) en devenant aujourd'hui le Grand Conakry (Vision 2040).

En plus, leurs situations géographiques avec les difficultés de mobilité urbaine que connaît la ville de Conakry rendent leur accès difficile pour les populations de ces périphéries. Au-delà, ces CHU servent aussi les populations de l'intérieur du pays pour des urgences.

Donc il y a urgence à construire un troisième (3e) Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) de très grande capacité dans la perspective de faire face aux grandes épidémies aux entrées de la ville et pour désengorger les deux premiers CHU qui accueillent la presque totalité de la population de Conakry pour des meilleurs services de soins.

Cela aurait un impact positif sur la mobilité urbaine en devenant un pôle.

En outre, au regard du nombre de décès élevés des grands malades du pays par suite de rendez-vous manqués à cause du Coronavirus, il faudrait diversifier les grandes cliniques dans les cinq (05) communes de la ville. Hélas il y a le désordre dans le tissu urbain de Conakry qui a conduit à une urbanisation anarchique où rien n'est à sa place.

Le Corona virus interpelle les autorités guinéennes à penser à une restructuration de la ville de Conakry afin de permettre à sa population de s'épanouir tout en étant proche de ses besoins vitaux car dans le désordre on peut créer l'ordre pour vivre durablement.

Contribution de Curtis Benoît, Architecte d'Etat /Enseignant Chercheur , A l'Institut Supérieur d'Architecture et d'Urbanisme, ISAU, Contact : (+224) 622 00 73 92

## Impacts du COVID-19 sur le quotidien des populations défavorisées en milieu urbain

Depuis la survenue du Coronavirus, les activités sont quasiment au ralenti dans les zones urbaines et rurales. Au niveau de l'Administration publique, c'est le service minimum assuré par le personnel essentiel. Du côté du privé y compris le secteur informel, c'est du pareil au même avec un léger mieux.

Mais il convient quand même de noter que les citoyens de Conakry ont de plus en plus un accès très limité aux productions nationales telles les mangues, les bananes, les pommes de terre etc. à cause de leur cherté. Cet état de fait s'explique, à n'en pas douter, par le brusque déséquilibre constaté entre l'offre et la demande en faveur du second. Et ce n'est pas faute de production, bien au contraire c'est faute de transport des zones de production vers les zones de commercialisation que sont les centres urbains à l'image de Conakry depuis plusieurs mois coupé - ou presque- du reste du pays pour cause de COVID-19. Justement, à propos des transports, malgré la baisse du prix de l'essence de mille (1 000) francs guinéens, passant de dix mille (10 000) à neuf mille (9 000), les frais de transports se trouvent actuellement doublés sur la plupart des trajets à Conakry à cause notamment de la limitation du nombre de passagers par taxi (autos et motos).

Les conséquences de cette situation sont sans appel, la plupart des personnes vivant dans ces

zones urbaines surtout à Conakry – l'épicentre du COVID-19- éprouvent de sérieuses difficultés à faire face au quotidien. Désemparés, revenus dérisoires, sans moyens de résistance, beaucoup arrondissent les angles par le sport forcé, la marche pour certaines courses. Mais cela n'est pas sans conséquence, les plus fragiles et vulnérables se tournent vers un refuge de circonstance : la campagne jusque-là épargnée du COVID-19 et où la solidarité et la générosité couvrent de toutes leurs largesses.

Pour vaincre cette pandémie qui n'a que trop perduré, il convient de renforcer les efforts de sensibilisation par des supports appropriés de communication tels les panneaux géants, les graffitis, les capsules etc. Il s'agira aussi de mettre à la disposition des couches démunies, des kits de prévention (bavettes, gel, savon etc..). Pour sa part, l'Etat à travers ses structures décentralisées et déconcentrées, devra faire dans la rigueur, l'application des mesures préventives dites gestes-barrières.



© DUE

### Josep COLL : « L'UE intervient sur 4 des 6 piliers identifiés par l'ANSS »

**M. Josep COLL** est l'actuel chef de la Délégation de l'Union européenne en Guinée. Sous son leadership, cette institution s'est beaucoup investie pour la riposte contre la COVID19. Dans le cadre de la rédaction du présent Magazine consacré à la COVID19, l'Ambassadeur Josep COLL a bien voulu se prêter aux questions de notre Rédaction. Au cours de cet entretien, nous avons évoqué plusieurs sujets d'actualité liés à la pandémie. Entre autres, les domaines de concentration des efforts de l'Union européenne ; ses axes d'intervention les plus impactés et les perspectives de relance de l'économie guinéenne après la COVID-19 ? Bonne lecture !

**Habitat-Infos :** Monsieur le Chef de la Délégation de l'Union européenne en Guinée, l'on sait que l'Union européenne soutient beaucoup de projets de développement en Guinée. L'on sait également qu'elle s'investit beaucoup pour vaincre la COVID-19. Mais peut-on savoir dans quels domaines précis, l'Union européenne concentre-t-elle ses efforts de lutte contre la pandémie et dans quelle proportion ?

**Josep COLL :** L'Union européenne est un partenaire de développement en République de Guinée depuis de nombreuses années. Traditionnellement, l'essentiel de la coopération Union européenne / Guinée s'est faite à travers le Fonds européen de développement (FED). Avec le programme indicatif national (2014-2020) du 11<sup>e</sup> FED, l'Union européenne (UE) soutient principalement trois secteurs : a) la consolidation de l'Etat de droit et la promotion d'une administration efficace, b) la mise en place des infrastructures et services d'assainissement et c) l'amélioration de l'accès à des soins essentiels de qualité et de la gouvernance du système de santé pour faire face aux problèmes structurels du système et maîtriser des épidémies.

Concrètement, depuis le début de la COVID-19 en Guinée, l'UE a mobilisé des fonds afin d'aider la population guinéenne à travers des organisations non-gouvernementales (ONG) expérimentées dans ce domaine comme la Croix Rouge, Terre des Hommes (TdH), Alima et autres. L'UE intervient sur 4 des 6 piliers identifiés par l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire (ANSS) et le Plan de riposte santé du Gouvernement : prise en charge des patients, prévention et contrôle de l'inspection, communication et mobilisation sociale et la surveillance épidémiologique. L'UE intervient à Conakry mais également en province (Nzérékoré, Mamou, Labé, axe Conakry-Koundara, etc.)

**Comment la Délégation de l'Union européenne a-t-elle réagi à la première apparition de la COVID-19 en Guinée ?**

Ma Délégation a réagi à plusieurs niveaux à ce nouveau défi, de manière globale et rapide. Pour protéger mes employés et leurs familles, nous avons immédiatement réduit le personnel de la Délégation à un noyau essentiel. Dans la mesure du possible, la Délégation est passée au télétravail pour interrompre les chaînes de transmission potentielles.

Nous avons également pris, immédiatement après l'apparition des premiers cas de COVID-19, des mesures pour freiner la propagation du virus dans le cadre des projets en cours. En réponse à l'urgence imposée par la pandémie de la COVID-19, l'Union européenne a réorienté une partie de son projet SANITA vers des actions de riposte. Nous avons mené des actions de sensibilisation et distribué des kits d'hygiène dans les différents quartiers de Conakry. L'UE a signé avec trois organisations non-gouvernementales (ONG), trois projets d'un montant de 12 millions d'euros, et quatre projets sont en cours de préparation (pour plus de 10 millions d'euros). Tous les projets sont destinés à venir en aide directement à la population. L'UE est actuellement le deuxième bailleur après la Banque mondiale, mais quand les quatre derniers projets auront été signés, l'UE sera le principal bailleur pour la riposte à la COVID-19 en Guinée.

**La survenue du COVID-19 a bouleversé bien des interventions sur le terrain. A propos, quels sont les domaines d'interventions de l'Union européenne les plus impactés par cette pandémie, et quelles en sont les conséquences pour les populations cibles ?**

L'apparition de ce nouveau virus a conduit à des mesures de restriction partout dans le monde - mais aussi en Guinée - telles que la suspension du trafic aérien, la fermeture des frontières, la fermeture des bâtiments publics et des mesures de quarantaine. Bien sûr, tout cela a eu un impact sur nos projets - à Conakry mais bien plus encore à l'intérieur du pays. Les experts ne pouvaient pas venir et le personnel ne pouvait plus se déplacer dans le pays. Il y a eu de ce fait beaucoup de retards. Cependant, grâce à nos mesures prises immédiatement, nous avons pu protéger nos employés en charge de ces projets et minimiser ainsi les effets négatifs !

Les budgets de la plupart des projets en cours ont été restructurés afin de concentrer nos efforts sur les activités qui aident à combattre la COVID-19, comme l'achat de kits sanitaires et de matériels de protection.

**Les populations urbaines habitant les quartiers denses et insalubres, mais également vivant de l'économie informelle, sont fortement éprouvées sur les plans sanitaire et socio-économique. Comment l'Union européenne envisage-t-elle son soutien supplémentaire aux groupes de populations vulnérables ? Et comment conçoit-elle les perspectives de relance de l'économie guinéenne après la COVID-19 ?**

L'Union européenne est consciente de l'impact socio-économique de la pandémie sur les populations. Mes condoléances personnelles vont donc à toute la population guinéenne et aux familles qui ont actuellement perdu un proche ou leurs moyens de subsistance en raison de la situation. Je peux, cependant, vous assurer que la Délégation fera tout possible pour soutenir la population guinéenne dans le cadre de ses projets.

Plusieurs actions à destination des personnes les plus vulnérables sont en cours de préparation et devraient démarrer dans les jours qui viennent. Ainsi, un de ces projets appuiera de petits agriculteurs qui ont des difficultés à écouler leur production en raison des restrictions de circulation prises pour limiter la propagation du coronavirus. Il s'agit de fournir un appui technique et du matériel mais également de racheter une partie de leur production, qui sera distribuée aux ménages les plus vulnérables du grand Conakry. En complément, ces personnes vulnérables seront organisées en groupements d'épargne et de crédit pour développer une activité génératrice de revenus durables, et sortir ainsi de la vulnérabilité.

Un autre domaine d'action important est la sécurité alimentaire et l'augmentation de la résilience. L'objectif primordial est ici de stabiliser le statut alimentaire et nutritionnel de nombreux ménages parmi les plus pauvres et les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure et post-soudure aggravée par le choc COVID-19.

En outre, l'UE met en œuvre de nombreuses autres mesures qui profitent directement à la population guinéenne et qui sont très spécifiques : distributions des kits d'hygiène, installations des dispositifs de lavage des mains, réactivation de cinq centres épidémiologiques dans les préfectures de Mamou, Labé, Koundara, Guéckédou et Nzérékoré pour la prise en charge médicale des patients COVID-19, renforcement des capacités de l'hôpital Donka à Conakry, mise en place de mesures de sensibilisation à la prévention COVID-19 dans neuf prisons - juste pour mentionner quelques mesures très spécifiques qui montrent l'engagement de l'UE aux côtés de la population guinéenne.

**Cet entretien sera publié dans le Magazine du projet SANITA Villes Durables qui est distribué à plus de 500 destinataires, y compris les représentants communaux, préfectoraux, régionaux et sectoriels intervenant en milieu urbain, avez-vous un mot à leur dire ?**

Cette situation nouvelle et hors du commun nous a montré que nous vivons tous dans un seul monde et partageons universellement des valeurs importantes telles que la protection de la santé et de la vie.

Le virus ne s'est arrêté à aucune frontière, tous les pays du monde ont été touchés. Ce n'est que si nous continuons à travailler ensemble, côte à côte, que nous réussirons. L'Union européenne reste un partenaire fiable aux côtés de la population guinéenne !

Merci !

**M. Josep COLL a présenté ses lettres de créances au président de la République de Guinée, le mardi 18 septembre 2018. Il a rejoint la Délégation de l'Union européenne en Guinée en qualité d'Ambassadeur alors qu'il occupait précédemment le poste de Conseiller spécial au département Afrique du Service Européen d'Action Extérieure (SEAE) à Bruxelles.**

Né en octobre 1957 dans la région de la Catalogne, en Espagne, M. Josep COLL est fonctionnaire permanent de l'Union européenne depuis plus de 31 ans. C'est au sein des institutions de l'UE qu'il a consacré la quasi-totalité de sa carrière. Ambassadeur pour le Service Européen d'Action Extérieure depuis plus d'une décennie, il a occupé plusieurs postes d'ambassadeur ces dernières années en Afrique occidentale et de l'Est : au Cap-Vert, au Bénin et en Érythrée.

Entre 2012 et 2013, il fut Conseiller au Département Afrique au SEAE avec des missions de longue durée aux Délégations de l'UE en Éthiopie et au Burundi.

Titulaire d'un diplôme de Relations publiques et Communication (Université de Barcelone), Josep COLL a conduit la communication pour l'élargissement de l'Union européenne durant deux ans (2005 – 2007). Il était notamment

responsable d'une équipe en charge de la mise en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation dans certains États membres de l'UE.

Il fut porte-parole pour les Relations Extérieures de la Commission européenne avec des responsabilités particulières pour la Méditerranée, le Moyen-Orient, l'Amérique Latine et l'Asie.

À son poste de Conseiller spécial au département Afrique SEAE avant de rejoindre la Guinée, il fut le coordinateur principal de la conférence Internationale en faveur de la Gambie organisée à Bruxelles le 22 mai 2018.

Outre ses deux langues maternelles, le catalan et l'espagnol, Josep Coll, parle couramment le français, l'anglais, le portugais et l'italien.



**Bouna YATASSAYE : « c'est par une synergie d'action qu'on viendra à bout de la COVID-19 »**

**Habitat-Infos : Monsieur le Directeur Général Adjoint, pour commencer peut-on savoir en peu de mots, ce que c'est l'Agence nationale de sécurité sanitaire.**

**Dr. Bouna YATASSAYE** est le Directeur Général Adjoint de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS). De par son statut et même de sa stature, Bouna YATASSAYE est un des hommes aux avant-gardes de la lutte contre la COVID-19 en Guinée. Nous l'avons rencontré dans son bureau haut perché dans un des modestes immeubles de la Cité Chemin de fer dans la commune de Kaloum. Nous vous livrons ici, le contenu de l'entretien qu'il a bien voulu accorder au Magazine Habitat-Infos.

Bouna YATASSAYE : l'Agence nationale de sécurité sanitaire est un établissement public rattaché au ministère de la Santé qui a la mission essentielle de gérer tous les cas d'épidémie en Guinée. Ceci à travers la préparation, la riposte et la surveillance des maladies à potentiel épidémique.

**Dans le plan global de lutte contre la COVID-19, quels sont les domaines spécifiques d'intervention de l'ANSS ?**

L'ANSS en tant qu'organe de coordination, coordonne les activités de toutes les composantes. Pour la COVID-19, nous avons une première composante qu'on appelle la coordination, celle-ci est assurée par l'ANSS qui est représentée

par un comité stratégique où tous les partenaires sont membres. Nous avons plusieurs autres commissions : la commission surveillance composée là aussi de l'équipe de l'ANSS et les partenaires ; la commission Laboratoire où tous les laboratoires capables de faire le dépistage en Guinée sont représentés ; la commission logistique ; la commission communication ; la commission Finance ; enfin la commission prise en charge qui coordonne évidemment toutes les activités de prise en charge liées à la COVID-19. Toutes ces commissions et tous ces comités ont chacun, un président et des membres et ils se retrouvent au sein de la commission stratégique pour discuter de la mise en œuvre du plan de riposte. Et c'est l'ANSS qui chapeaute la mise en œuvre des activités de toutes ces commissions.

**Comment vous interagissez avec le comité scientifique ?**

Le comité scientifique est un organe consultatif et de conseil d'orientation qui a été mis en place par le Président de la République au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour donner ses avis et orientations sur les différentes composantes de la lutte. Nous sommes en très bonne relation de travail parce que toutes les fois qu'il donne des avis qui sont rendus publics, ces avis sont mis à notre disposition, nous les analysons et les prenons en compte par rapport aux améliorations qu'il souhaite apporter à nos différentes stratégies. Depuis sa mise en place, nous avons eu plusieurs séances de travail direct pour échanger sur certaines questions liées à la lutte contre la COVID-19.

Comme je l'ai dit tantôt, il y a ce qu'on appelle le comité stratégique, mais le ministère de la Santé étant notre tutelle, lorsque nous

élaborons des stratégies, elles sont validées par ce ministère après discussion et approbation par le comité stratégique. Le ministère de la Santé est, faut-il le rappeler, l'institution en charge de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de santé publique. En outre, comme je l'ai déjà dit, il y a des commissions dans lesquelles, les autres partenaires se retrouvent et où toutes les stratégies sont discutées en vue de leur mise en œuvre.

**A ce jour, comment évaluez-vous, les impacts du COVID-19 sur le terrain en Guinée ?**

Vous savez, une épidémie, une pandémie dépasse très souvent les capacités nationales, et quand elle survient, elle est multisectorielle et dimensionnelle à cause des dommages qu'elle provoque dans presque tous les secteurs. On peut noter par exemple les dommages économiques sur lesquels, je ne souhaite pas m'y étendre parce que je n'ai pas les chiffres, mais nous savons qu'avec les restrictions notamment la fermeture des frontières terrestres et aériennes, la limitation des déplacements dans le pays, et la psychose que cela crée, tout ça fait aujourd'hui que l'économie ressent un coup réel. Il en est de même sur le plan social, du fait des bouleversements des habitudes et attitudes sociales, et sur le plan sanitaire, cela demande une forte mobilisation du personnel de santé. Et le revers de la médaille, c'est la réduction de la fréquentation des structures de santé par les populations. Donc les impacts sont dans tous les domaines. Aujourd'hui chacun d'entre nous ressent cette épidémie d'une manière ou d'une autre.

**Qu'est-ce que vous pensez du respect des mesures préventives, puisque par endroit le port des bavettes n'est pas respecté ?**

Il est vrai, aujourd'hui, on sent un certain relâchement au niveau de la population, c'est le



lieu de remercier la population pour ses efforts d'adhésion et sacrifices consentis. C'est tout de même regrettable. C'est le lieu d'encourager les populations à continuer de porter le masque. C'est le meilleur moyen pour le moment d'en finir avec cette pandémie.

**Comment avez-vous perçu l'accompagnement de la communauté internationale notamment le Système des Nations-Unies et l'Union européenne ? Est-ce qu'il y a des domaines spécifiques dans lesquels, vous souhaiteriez être appuyé mieux que d'autres ?**

Je ne vais pas trop m'étendre sur la question, parce qu'actuellement tous les jeudis et vendredis, il y a des réunions des partenaires techniques et financiers. Que ce soit l'OMS leader dans les questions de santé, que ce soit l'Unicef dans le domaine de la communication, le PAM dans le domaine de la logistique et alimentaire, que ce soit l'Union européenne qui je crois aura appuyé la protection civile qui travaille avec HALIMA, et bien d'autres partenaires qui sont en train de nous appuyer. Mais la différence de cette pandémie à la maladie à virus Ebola, c'est que c'est nous qui étions les plus atteints par rapport aux donateurs, mais aujourd'hui avec la COVID-19, les donateurs sont autant atteints que nous sinon plus. Donc il va s'en dire qu'il ne faut pas s'attendre à une grande mobilisation financière, mais qu'à cela ne tienne, ils ont mobilisé des fonds pour nous appuyer à lutter contre la COVID-19. Aujourd'hui, nous avons la banque mondiale qui nous accompagne, la BAD, la BID, le Système des Nations-Unies, il y a aussi la chaîne de solidarité nationale qui s'est mise en branle pour continuer l'accompagnement.

**Les partenaires que vous avez cités sont-ils tous impliqués dans le projet STOP COVID EN 60 ?**

Il y a l'OMS qui nous accompagne techniquement, l'UNICEF, le PAM, l'OIM, le GIZ, l'expertise France, tous ces partenaires sont impliqués dans la conception du document et la note conceptuelle pour nous accompagner. Donc il y a une forte mobilisation des partenaires en plus de ce que l'Etat a mobilisé pour l'initiative STOP COVID EN 60 JOURS.

**Quel est le budget de STOP COVID EN 60 JOURS ?**

Le budget global est de 28 milliards de francs guinéens. Cela comprend la contribution de l'Etat et celle des partenaires.

**Pensez-vous, monsieur le DGA que les 60 jours sont suffisants pour enrayer la COVID-19 ?**

Quand nous disons STOP COVID-19 en 60 jours, c'est un vœu, un souhait, une vision. Nous nous battons pour arriver à maîtriser, rompre la chaîne de transmission en 60 jours dans la ville de Conakry et certaines préfectures environnantes. Quand on entre en bataille contre une épidémie, contre n'importe quel virus, on se fixe quand même un délai, une vision, on met la pression sur nous-mêmes, on se donne les moyens pour atteindre l'objectif. Nous pensons que si nous sommes accompagnés comme il faut, et qu'il y a une adhésion populaire et une responsabilité citoyenne, on peut bel et bien vaincre la COVID-19 en 60 jours comme l'ont fait d'autres pays qui sont aujourd'hui à zéro cas.

**Quels sont les enseignements qu'on peut tirer de cette pandémie ?**

Aujourd'hui on ne parle plus d'opportunité parce qu'après Ebola on a eu des opportunités pour refaire notre système de santé si

fait que notre système de santé se doit d'être davantage résilient tant en ressources humaines, matérielles et financières parce que le reliquat du budget d'Ebola a été réorienté dans la lutte contre la COVID-19. Les enseignements à tirer sont clairs, c'est qu'aucune épidémie n'est égale à une autre. L'épidémie à virus Ebola est très mortelle, cette épidémie COVID-19 est beaucoup plus contagieuse. Cela veut dire que la COVID-19 se transmet plus rapidement. Ce ne sont pas les mêmes modes de prévention d'où la nécessité pour la population de s'y adapter. Et autant les pays africains sont touchés, autant les pays développés sont touchés et débordés. Cela signifie qu'on n'est pas à cent pour cent prêt pour gérer et maîtriser n'importe quelle épidémie surtout qu'on n'a pas pu encore maîtriser toutes les facettes de la COVID-19. On continue le combat, on espère que d'ici la fin des 60 jours de combat, on viendra à bout de la COVID-19 et tirer les leçons de cette lutte.

**Le mot de la fin**

Le mot de la fin c'est pour vous dire merci pour cette opportunité que vous m'offrez à travers l'ONU-Habitat. Je profite aussi de l'occasion que vous me donnez pour dire à tout un chacun, que **c'est par une synergie d'action qu'on viendra à bout de cette maladie**. Cela passe par le port régulier des masques, la sensibilisation des personnes qui sont autour de nous de porter correctement les masques, le dépistage à temps lorsque les symptômes apparaissent, le respect des mesures barrières sanitaires édictées pour l'intérêt général de la population. Je vous remercie.

## COVID-19 en Guinée : des outils numériques pour sensibiliser contre la pandémie et les Fakes news



ABLOGUI

M. Sally Bilaly Sow est un jeune blogueur qui réalise des capsules de sensibilisation contre le COVID19 et les Fakes news. Il produit des capsules vidéos de 2 minutes environ en français et dans certaines langues nationales (pulaar, maninka, kissi et soussou). Elles sont par la suite diffusées sur les comptes des différents réseaux sociaux de « K.O. COVID-19 », des Haut-parleurs et des partenaires comme l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire et d'institutions onusiennes pour informer les populations sur les attitudes à adopter. Pour en savoir un peu plus sur cette initiative, ABLOGUI a rencontré l'un des réalisateurs des dites capsules, Sally Bilaly Sow pour un entretien !

**ABLOGUI :** bonjour M. Sally Bilaly Sow. Dites-nous, c'est quoi le projet K.O COVID19 ?

**Sally Bilaly:** Merci. Le projet K.O COVID-19 est une production d'une série de vidéos d'urgence pour sensibiliser les jeunes guinéens sur les bonnes pratiques à adopter. Cette série de vidéos vise également à contrer les fausses informations liées à la crise sanitaire.

### Comment est-il réalisé et pour quel Impact ?

Il est réalisé à travers une série de vidéos produites par Fablabchannel (Les Haut-Parleurs), l'Association Villageois 2.0 et l'Association des Blogueurs de Guinée. En ce qui concerne les processus de validation éditoriale des sujets et vidéos, elle se déroule de la manière suivante :

- Le travail se fait en lien avec Héléne Seingier, rédactrice en chef des Haut-Parleurs pour le compte de l'ABLOGUI
- Le FNUAP nomme un responsable éditorial pour validation des sujets en amont et en aval.

L'impact visé est de prévenir le Coronavirus et lutter contre les fausses informations, les rumeurs qui circulent sur internet en impliquant les blogueurs, les web-activistes et bien d'autres influenceurs en Guinée, pour atteindre notamment les jeunes friands des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Concrètement, il est question de produire 15 vidéos de 2 minutes environ en français et dans certaines langues nationales qui seront diffusées

sur les comptes des différents réseaux sociaux de « K.O. COVID-19 », des Haut-parleurs, de l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire et de certaines institutions onusiennes.

#### **Quel est le niveau d'implication des agences dans cette lutte ?**

L'implication des Agences dans cette lutte consiste à fournir des informations qui ont un lien avec les différents angles que nous traitons dans nos différentes productions de séries d'une part, et contribuer à la démultiplication des vidéos sur leurs différents canaux digitaux, notamment sur l'ANSS afin de toucher plusieurs personnes, d'autre part.

#### **Quelles sont vos cibles ?**

Les cibles prioritaires sont les jeunes (de) connectés, peu éduqués, parlant principalement les langues maternelles. Pour l'instant, ils ne sont pas bien informés sur le COVID-19 et sont envahis

de rumeurs qui se propagent sur les réseaux sociaux.

#### **Quelle est la spécificité de vos capsules par rapport aux autres ?**

La spécificité de nos capsules est que nous intensifions la prévention à travers une vaste campagne de sensibilisation notamment à travers les outils numériques pour toucher davantage de cibles qui peuvent parfois être déconnectées des médias traditionnels (Radio et TV).

#### **En cette période de pandémie, quel conseil avez-vous pour les Guinéens ?**

Le seul conseil, est de respecter les mesures barrières et les consignes édictées par les autorités sanitaires afin d'éviter la propagation de la maladie.

Réalisé par Abdoulaye Oumou Sow  
d'ABLOGUI, membre du réseau des journalistes de SANITA Villes Durables

## Parole aux partenaires de mise en œuvre

En vue de la réalisation de l'enquête sur l'impact socioéconomique du COVID19 à Conakry, un atelier de formation des volontaires des Nations-Unies et des agents de la DATU a eu lieu du 7 au

8 juillet dernier dans un réceptif de la place. En marge de cette rencontre, nous avons réalisé un panel que voici :



**Madina Diawara, consultante de l'ONU-Habitat et chef de division au Bureau de stratégie et de développement du ministère des Transports.**

« Cet atelier a une très grande importance parce qu'il a permis à tous les acteurs d'approfondir leurs connaissances sur les objectifs et la vision du projet de riposte multi-acteurs contre le COVID-19. En plus, cet atelier a permis aux volontaires des Nations Unies, aux cadres du ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, aux agents communaux de connaître les techniques de la sensibilisation dans le cadre de la lutte contre cette pandémie. Il a également permis à ces acteurs de connaître les différentes techniques d'une communication participative au niveau communautaire et de procéder à l'enquête sur les impacts socioéconomiques de cette maladie envers les couches cibles du projet.



**Sékou Camara, chef de division Etudes et Planification urbaine à la DATU**

« C'est un atelier d'une grande importance si l'on tient compte de la problématique de l'heure, la COVID-19 qui ébranle tout le monde entier. Il faut des mesures adéquates. Les premières mesures, c'est d'outiller les agents vont aller vers les communautés pour les sensibiliser par rapport aux effets néfastes de cette maladie qui continue à endeuiller les populations mondiales. Les attentes, c'est d'avoir le plus grand nombre de cibles sensibilisées sur cette COVID-19, un grand nombre de personnes qui peuvent participer à l'éradication de cette maladie ».



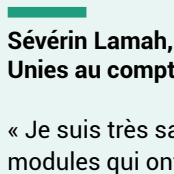
**Issagha Koné, volontaire des Nations-Unies**

« Cet atelier est très important pour nous les volontaires parce qu'il nous permet de renforcer nos capacités. Au-delà de renforcer nos capacités de nous préparer à être beaucoup plus prêt à descendre sur le terrain et à harmoniser nos travaux qui vont être exécutés avec les communautés surtout. Mes attentes à la fin de cet atelier, c'est que nous bénéficions beaucoup plus d'expériences et de connaissances qui nous permettront d'exécuter très bien nos travaux sur le terrain et aussi de maîtriser tout ce qui rentre dans le cadre de la prévention et la lutte contre cette épidémie coronavirus en Guinée ».



**Mariama Diaka Souaré, en service à la DATU**

« Cet atelier est important pour moi parce qu'il va me servir à conseiller ma population et les risques que contient cette maladie. Mon pays est trop victime de cette pandémie-là. En plus de sensibiliser dans ma zone d'enquête, je vais sensibiliser autour de moi dans le quartier, mais aussi dans la sous-préfecture de Manéah où je suis. Cet atelier m'a permis d'avoir les outils pour faire mes activités sur le terrain ».



**Sévérin Lamah, volontaire des Nations Unies au compte de l'ONU Habitat**

« Je suis très satisfait de cette formation car tous les modules qui ont été donnés ont été donnés par des personnes compétentes qui en la matière nous ont donné beaucoup plus. Je crois qu'on avait vraiment besoin de cette formation pour mener à bout de cette mission. A travers cette formation, je crois que l'objet serait atteint. Nos attentes par rapport à cette formation, c'est de dire qu'il nous a donné plus encore. L'objectif visé par le projet serait fait ».



**Bilguissa Barry, volontaire des Nations Unies au compte de l'ONU Habitat**

« Je trouve cet atelier très bien. Des thèmes très importants nous ont été donnés par les formateurs. Cela va nous permettre d'aller faire très bien nos enquêtes sur le terrain. On apprécie beaucoup, on a eu à comprendre plein de choses. Comment faire les enquêtes ? Comment faire les animations et autres ? Les différents exposés étaient très bien et appréciables. Nous avons appris plein de choses. Nos attentes, c'est que nous souhaitons vraiment ramener de très bons résultats sur les enquêtes et le faire dans de très bonnes conditions et rapide dans le délai prévu ».

**Mamadou Siré Sow, en service à la direction communale de l'Urbanisme et de l'Habitat de Dixinn**

« A la sortie de cet atelier, je suis satisfait, très enchanté. Aujourd'hui, j'ai reçu encore un de plus. J'encourage et je remercie les formateurs. Les intervenants étaient à la hauteur, ils ont bien expliqué les thèmes. Nos attentes, c'est que nous ferons le nécessaire sur le terrain pour satisfaire nos formateurs et aussi mettre en pratique ce que nous avons appris ici ».

**RIPOSTE SOLIDAIRE MULTI-ACTEURS  
À LA PANDEMIC DU CORONAVIRUS À CONAKRY**

**Nul ne sait quand la pandémie s'arrêtera,  
mais nous pouvons ralentir sa propagation !  
Protégeons-nous et protégeons les autres !**



Portez un masque



Toussez dans le coude



Lavez vos mains fréquemment



Gardez vos distances et évitez les rassemblements



Organisation mondiale de la Santé

VOLONTAIRES ONU

Afriland First Bank

## Coopération : l'ONU-Habitat et l'Union européenne soutiennent le plan national de riposte

Dans le cadre du Projet « Riposte solidaire multi-acteurs contre le COVID19 à Conakry », l'ONU-Habitat et l'Union européenne ont initié et financé une série d'actions en appui au plan national de riposte contre le Coronavirus en Guinée.

Ces actions ont consisté à renforcer les capacités nationales et locales de résilience des populations les plus exposées dans les quartiers défavorisés de Conakry. Parmi ces actions, on peut citer la confection de 75 mille masques ; la fabrication de 50 mille machines à laver les mains ; le tournage d'un court métrage et de 3 capsules de sensibilisation ; la fabrication de 10 graffitis ; la confection et la pose de 15 banderoles, de 5 panneaux géants ainsi que 21 mini-panneaux à travers les cinq communes de Conakry.



© ONU-Habitat/ août 2020

Pour ce faire, l'ONU-Habitat a accordé des contrats à concurrence à des modestes entreprises locales ; des organisations communautaires gérées soit par des jeunes, soit par des femmes ou par des personnes vivant avec un handicap. En d'autres termes, les organisations communautaires et les petites entreprises bénéficiaires des présents contrats, ont toutes travaillé, avec les cibles suscitées. A savoir les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap. C'est par exemple, le cas des contrats relatifs à la réalisation des graffitis, du court métrage et des capsules, gagnés par des organisations gérées par des jeunes. C'est également le cas de la fabrication des masques dont les contrats ont été raflés par des entreprises appartenant à des jeunes et des femmes, pour ne citer que celles-ci.



© ONU-Habitat, août 2020

Mais pour en avoir le cœur net, notre équipe a fait des petits reportages pour être sûr que la réalisation des prestations diverses se passe normalement et que les cibles décrites dans les cahiers de charge des différents contrats sont effectivement touchées.

Ces reportages ont effectivement permis de se rendre à l'évidence quant à la prise en compte des catégories socioprofessionnelles défavorisées.

A titre d'illustration, Madame Kadiatou Barry, tenante d'un atelier de couture situé au quartier Nongo dans la commune de Ratoma à Conakry, a bénéficiaire du marché de fabrication des masques contre le COVID19.

## Distribution des équipements et kits sanitaires des communes aux bénéficiaires



ABLOGUI

L'opération de distribution des équipements et kits sanitaires a été menée par les autorités des cinq (5) communes de Conakry. Elle a démarré le 26 août dans la commune de MATOTO pour prendre fin le 28 du même mois. Lisez plutôt ci-dessous, quelques témoignages de satisfaction dans la commune de MATOTO.

Ibrahima DIANE, président-fondateur de l'Association Action pour le développement des personnes vivant avec un handicap dans la commune de Matoto

« Nous sommes là ce matin pour recevoir des kits sanitaires contre le COVID-19 de la part de l'ONU-Habitat, de l'Union européenne et de leurs partenaires comme le Gouvernement guinéen sans lequel, on ne peut rien faire. Ces dons me réconfortent à plus d'un titre, parce que l'ONU-Habitat a pensé à des personnes vivant avec un handicap dans les quartiers. Il faut noter qu'il y a beaucoup plus de personnes vivant avec un handicap dans les quartiers même si beaucoup de gens pensent que toutes les personnes vivant avec un handicap se trouvent dans la Cité de solidarité. Je veux dire simplement que ceux qui sont dans la Cité de solidarité sont à la charge de l'Etat mais ceux qui sont dans les quartiers sont à leur propre charge, si l'ONU-Habitat a pensé à nous, on ne peut que dire merci mille fois à l'ONU-Habitat, à l'Union européenne et au gouvernement guinéen ».



**Aïssata SOUARE, Directrice communale de l'Habitat et de l'Urbanisme de Matoto**

« Je voudrais au nom du Maire, des élus locaux et de l'ensemble des cadres de la commune de Matoto, remercier très sincèrement l'ONU-Habitat, l'Union européenne et le gouvernement guinéen à travers le ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire pour leur contribution à la lutte contre le COVID-19 dans la commune de Matoto. Aujourd'hui, nous recevons des kits pour les couches populations vulnérables comme l'Association des handicapés, les vendeurs et vendeuses des marchés, les Association de jeunes et de femmes de faibles revenus, etc... Je ne doute pas un seul instant que les bénéficiaires des présents dons vont contribuer par la sensibilisation à lutter et prévenir la maladie à coronavirus. Je voudrais terminer mon propos par exhorter les bénéficiaires à faire un bon usage de ces kits sanitaires contre le COVID-19. »



**ONU-Habitat-Guinée : Gwendoline Mennetrier, la nouvelle Conseillère technique principale**

Madame Gwendoline Mennetrier est la nouvelle Conseillère technique principale du projet SANITA Villes Durables de l'ONU-Habitat en Guinée. Elle a officiellement pris fonction le vendredi 15 mai 2020 après une partie de présentation aux équipes de gestion et d'appui du projet basées à Conakry et Nairobi. C'était à la faveur d'une cérémonie virtuelle de passation de service avec M. Claude NGOMSI, jusque-là Conseiller technique principal par intérim.

Sur le plan professionnel, il est aisé de constater que la nouvelle Conseillère technique principale possède une riche expérience qui lui a permis de parcourir et de servir à travers le monde.

Gwendoline Mennetrier est géographe-urbaniste de formation avec une vingtaine d'années d'expérience dans le développement urbain intégré aux niveaux local, national et régional.

Française de nationalité, Gwendoline Mennetrier commence sa carrière internationale par des missions internationales au Forum européen pour la Sécurité Urbaine au bord de la Seine à Paris. Puis depuis 2001, elle occupera différentes

fonctions au sein de l'ONU-Habitat au niveau technique et managérial. Elle développera et conduira, par la suite, une panoplie de projets de coopération technique et d'élaboration de politiques dans des domaines divers en partenariat avec des ministères et des autorités locales. Notamment pour soutenir l'amélioration de la gestion urbaine et de la gouvernance municipale, l'urbanisme stratégique et participatif, l'aménagement et la gestion des espaces publics, le logement abordable, les questions de développement communautaire, d'inclusion sociale et de sécurité urbaine, etc.

Enfin, Gwendoline Mennetrier a aussi et surtout travaillé en Afrique, en Europe et dans la région des Caraïbes. Elle a même officié en qualité de Directrice adjointe des bureaux de l'ONU-Habitat en Pologne et en Haïti. Madame Gwendoline Mennetrier dirigeait jusque-là le bureau de l'ONU-Habitat au Kosovo.

Avec un tel parcours, une telle culture multidimensionnelle, souhaitons-lui la bienvenue en Guinée et que la gestion du projet SANITA Villes Durables en Guinée soit couronnée de succès

# Une meilleure qualité de vie pour tous dans un monde en urbanisation

Merci de nous suivre sur  
nos réseaux sociaux



Twitter : @SDurables

Facebook : @sanitavillesdurables

**ONU HABITAT**  
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN



*Ce projet est  
financé par l'Union  
européenne*



MVAT/DATU